des droits acquis en matière scolaire quand il s'agit d'écoles séparées, ou dissidentes, ou confessionnelles, nous jouissons des privilèges accordées à ces minorités, conformément à l'acte de l'Amérique britannique du Nord, lesquels nous ont été garantis avec cette noblesse de sentiments et cette générosité qui distingue le parlement de la Grande-Bretagne, ce parlement qui ne s'arrête jamais aux demi-mesures lorsqu'il s'agit d'un acte de justice. Ce même parlement, en proclamant l'émancipation de l'Irlande, après des années de délibération, ne s'est pas contenté d'une demi-mesure; elle a étendu l'émancipation, non seulement aux catholiques de l'Irlande, mais de tout l'empire, et je pourrais dire du monde entier, en ouvrant ses ports aux catholiques de tout l'univers, à la grande admiration du monde catholique.

Lorsque l'Angleterre accorda au Canada un gouvernement responsable, elle lui accorda en même temps la liberté civile, politique et religieuse d'une manière complète et sans restriction. Et quel est aujourd'hui le plus bel ornement du drapeau de l'Angleterre—cette Angleterre que nous admirons tant et dont nous parlons avec tant d'enthousiasme? Enlevez à ce drapeau la liberté religieuse, et il ne lui reste plus que ce qu'on trouve dans le drapeau de n'importe quelle nation. Le parlement et le peuple de la Grande-Bretagne nous ont accordé généreusement une liberté religieuse complète—je ne parle pas des hommes comme les éditeurs du "World" et du "News", de Toronto, je parle du peuple anglais. Ce grand peuple, en accordant la liberté religieuse, n'a pas retiré d'une main ce qu'il présentait de l'autre, mais il a ouvert les deux mains toutes grandes; d'un cœur généreux il a offert ses meilleurs souhaits à ses sujets dispersés sur tous les coins du globe. Monsieur l'Orateur, j'affirme que la question qui nous est soumise est simplement une question de justice et de droit—de droit surtout. Et nous savons que ceux qui sont en minorité dans les districts de ces nouvelles provinces, qu'ils soient catholiques ou protestants, comptent de conserver en matière d'instruction publique les droits et les avantages qu'ils possèdent aujourd'hui. Là nous n'avons pas seulement des Canadiens-français catholiques, nous avons aussi des Écossais et des Irlandais catholiques. Nous y avons des Allemands catholiques qui rendent de bons services au Canada et sont les égaux des autres nationalités. On y trouve aussi des Allemands protestants qui ne sont pas inférieurs aux autres et méritent que leurs droits soient respectés.

Nous avons besoin dans ce pays des qualités propres à ces diverses nations. Il nous faut au Canada, particulièrement dans le Nord-Ouest, les meilleurs éléments parmi ces peuples pour former un pays prospère. Pour développer ses ressources, la valeur et l'activité du Français ne suffira pas, nous avons également besoin du travail persévé-

M. TURGEON.

rant de l'Écossais qui conduit sa charrue du matin au soir pour préparer la terre à recevoir la semence, pour convertir en champs fertiles ces plaines immenses et en faire le grenier de l'empire britannique. Et ceux qui vont s'établir au Nord-Ouest ont le droit de continuer à jouir des droits et des libertés consacrés par la loi du pays. J'ai parlé des Allemands. Les protestants allemands sont aussi jaloux de leur éducation religieuse et de leurs écoles séparées que leurs concitoyens catholiques français, irlandais ou allemands. Pendant un séjour de quelques semaines au Nord-Ouest, j'ai employé tout mon temps à faire connaissance avec les habitants. J'ai rencontré des Allemands appartenant à l'un et à l'autre culte, et au moment où tous les citoyens discutaient le bill à l'étude, tous ces Allemands, catholiques ou protestants, exprimaient l'espoir et le désir de conserver les écoles séparées qu'ils ont aujourd'hui dans le Nord-Ouest. Comme je l'ai dit déjà, un district dans lequel la minorité est catholique peut avoir plus tard une minorité protestante, et *vice versa*. L'honorable député de Beauharnois, dont j'ai été heureux de faire la connaissance plus intimement, a prétendu que les articles concernant l'organisation scolaire, tels que contenus dans le bill, ne donnent pas grand'chose à la minorité catholique des nouvelles provinces.

J'admets que, s'ils accordaient davantage, nous ne nous y opposerions pas. J'ajouterai que pendant des années je suis un de ceux qui ont eu à soutenir une lutte pénible en faveur du maintien des écoles séparées au Nouveau-Brunswick. Pendant longtemps, nos écoles étaient la plupart du temps fermées, et nous étions obligés de payer, non seulement nos contributions scolaires sans avoir d'écoles, mais encore la taxe pour le maintien des écoles publiques, et la population catholique, en particulier, sur la côte nord du Nouveau-Brunswick, se compose de la classe la plus pauvre. Je me permettrai de dire à l'honorable député de Beauharnois que, s'il avait passé par la même épreuve, il apprécierait mieux la liberté et les droits accordés par cet acte. Il garantit à la minorité catholique de n'importe quel district le droit d'avoir ses écoles séparées et d'avoir sa part des fonds publics pour les maintenir, sur le même pied que les écoles publiques du même district ou des autres. Il leur donne le droit de s'assurer les services d'instituteurs catholiques; il leur donne aussi le droit d'exiger que l'instituteur, pendant la demi-heure prescrite, enseigne le catéchisme et donne l'instruction religieuse aux enfants catholiques. Ce n'est pas tout ce que nous voulons, mais nous avons le droit d'établir des écoles séparées et les moyens de les maintenir. Monsieur l'Orateur, j'apprécie hautement l'avantage d'avoir les moyens de maintenir une école. Dans l'intérêt de mes coreligionnaires catholiques, je tiens à ce que nous ayons de bonnes écoles, et pour